

DÉVELOPPEMENT | Abattoir de Gap, chantier hydraulique à Châteauroux-les-Alpes, filière lait dans le Queyras étaient au menu de Bénédicte Martin, vice-présidente en charge de l'agriculture à la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Région finance et visite des chantiers

Dans quelques semaines, le nouvel abattoir de Gap entrera en service et se substituera à l'ancien, édifié il y a un demi-siècle, jugé obsolète en regard des normes sanitaires qui ont amplement évolué et de l'amélioration des conditions de travail des salariés. « L'actuel établissement n'a pu être maintenu ces dernières années qu'à la condition de réaliser un nouvel outil », rappelait Jean-Louis Brochier, en charge de l'agriculture dans l'équipe municipale gapençaise. Ce mardi 23 avril, le périple haut-alpin de Bénédicte Martin débutait sur les 4 000 mètres carrés du nouvel abattoir, où les ouvriers mettent la main aux finitions. Bruno André, président de la Sicaba qui assurera la gestion du nouveau site, à l'instar du site appelé à fermer d'ici peu, a présenté le bâtiment et ses équipements déjà en place pour certains, dont la chaîne d'abattage très moderne. Il était accompagné

de Jean-Paul Cattarello, directeur général des services techniques de la ville. Onze millions d'euros ont été requis pour édifier et équiper l'abattoir. Subventionné à hauteur de 40 %, dont quasiment un million d'euros (M€) du conseil régional et 0,4 M€ du Département.

Éric Lions, président de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes qui a accompagné le projet, a tenu « à remercier la mairie de Gap » pour s'être lancée dans cette réalisation importante pour l'élevage haut-alpin, assurant que « nulle part en France, des maires portent un projet comme celui-là ! » Bénédicte Martin avait donc l'occasion d'apprécier à sa juste valeur « l'implication de la Région dans ce dossier ». Christian Hubaud, son alter ego au Département, insistait sur le fait que « c'est le seul abattoir construit en France à l'heure actuelle ».

Le seul abattoir construit en France à l'heure actuelle

Une deuxième étape intervenait à Châteauroux-les-Alpes pour observer le chantier de modernisation du périmètre d'irrigation de l'ASA locale, au sein de laquelle se sont regroupées quatre anciennes structures. Le premier enjeu de ce projet est le soutien à l'économie agricole, sur une commune qui compte 37 exploitations agricoles. Éric Lions et plusieurs adhérents de l'ASA accueillait la vice-présidente Bénédicte Martin, ainsi que ses collègues Chantal Eyméoud et Agnès Rossi. Joël Giraud, député, était présent lui



Jean-Paul Cattarello, Bruno André, Bénédicte Martin, Christian Hubaud, Brigitte Cadenel, Jean-Louis Brochier, Ginette Mostacchi, Éric Lions (de g à dr.) admiratifs du nouvel abattoir.

aussi pour entendre les explications des responsables de la Société du canal de Provence (SCP) qui mène le chantier. Ses principales caractéristiques tiennent en quelques chiffres : 47 km de canalisations à déployer pour un périmètre actuel irrigué de 156 ha, appelé à s'accroître de 300 ha. La modernisation recèle une vertu réelle puisque le volume d'eau prélevé actuellement, soit 5,5 millions de mètres cubes/an, pour l'irrigation de 156 ha, sera réduit de moitié pour s'établir à 2,4 millions et cela, avec une forte extension du réseau à l'arrosage. Les visiteurs venus sur place ont constaté l'avancement des deux premières phases du chantier, soit 30 km de canalisations pour un coût de 6,7 M€, le coût total s'élevant à 8 M€ une fois la phase 3 achevée.

Le financement est assuré à 80 % par un fonds européen (Feader), France Relance (État) et l'Agence de l'eau, les 20 % à la charge de l'ASA étant fournis par un prêt souscrit à la Banque des Territoires.

Un projet consensuel, lui-même environnemental

Éric Lions et ses amis adhérents peuvent légitimement apprécier l'engagement qu'ils ont pris il y a 13 ans déjà pour leur projet en voie d'aboutissement. « Un projet consensuel, lui-même environnemental, car nous avons pris toutes les précautions pour ne pas nuire à l'environnement qui est aussi le nôtre au quotidien. » Dans ce registre des canaux d'irrigation, certains ont considérablement souffert des crues-inondations de

l'automne dernier. Des travaux d'envergure sont à envisager, pour lesquels « la Région interviendra à hauteur de 25 à 30 % », a confirmé Bénédicte Martin. Le Département et l'Agence de l'eau s'impliqueront à hauteur de 30 % chacun. La sécurisation de l'agriculture castelrousine ainsi assurée, un autre projet était brièvement rappelé par Éric Lions et les cadres de la SCP, dont, précisément, Bénédicte Martin est présidente depuis peu. Il s'agit d'une microcentrale hydroélectrique dont l'autorisation a été donnée en décembre 2023. Là aussi a rappelé le président de la chambre consulaire, « les environnementalistes ont été consultés et ils ont défini un rayon de 10 m pour la préservation de la flore et de la faune ». Cette microcentrale sera réalisée en complément du réseau d'irrigation modernisé qui offrira 500 points de livraison pour les agriculteurs et les particuliers cultivant leur jardin ; son maître d'ouvrage sera un groupement d'intérêt économique formé de la commune, de l'ASA, de la SCP. Les travaux sont prévus en 2025 et 2026 et la production attendue est de 7 GWh, soit la consommation annuelle d'électricité de 1 600 foyers, ou 3 600 habitants, soit trois fois la population de Châteauroux-les-Alpes. Concernant Bénédicte Martin, son programme la conduisait ensuite à Arvieux pour la visite du Gaec Val d'Azur et son exploitation bovin-lait, pour prendre fin à la fromagerie de Château-Queyras. ■

Maurice Fortoul



Bénédicte Martin reçoit les explications de Julie, qui conduit les opérations menées par la SCP.